



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction mobilité, emplois, carrières**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDMEC/2014-987

11/12/2014

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 4 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de services et de paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) du service agricole, développement rural et de la pêche (catégorie A) à CAYENNE (Guyane).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Parc Amazonien de Guyane :

1 poste de chef(fe) de projet "Microprojets" (catégorie A/B+ ou agent contractuel) à MARIPASOULA (Guyane).

Parc National de La Réunion :

1 poste de chargé(e) de mission scientifique et logistique (catégorie A ou agent contractuel) provisoirement positionné à SAINT DENIS dans l'attente d'un rapprochement géographique de la zone d'intervention en région sud de l'île de La Réunion.

Le sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Michel GOMEZ

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Délégation Régionale Guyane
65 bis, rue Christophe Colomb – 97300 Cayenne – Guyane Française

Chef(fe) du service agricole, développement rural et de la pêche

N° du poste : F4162	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel	Cotation part fonction PFR : Attaché d'administration : 4
Poste susceptible d'être vacant/SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	Le poste est rattaché à la Délégation Régionale de Guyane. La délégation régionale de Guyane assure les missions régaliennes de l'Agence de services et de paiement notamment dans le domaine agricole du développement rural et de la pêche et répond également à plusieurs marchés d'assistance de l'Etat ou des collectivités dans ces domaines.
Objectifs du poste	L'objectif du poste sera de piloter le service dans le cadre de l'exécution des différentes missions confiées à la délégation régionale de Guyane, dans le champ agricole, du développement rural et de la pêche.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Mission à exercer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer le traitement et le contrôle des actions du domaine agricole et du développement rural au sein de la délégation régionale ; - Piloter les actions foncières au sein de la délégation régionale ; - Contribuer à l'organisation et au bon fonctionnement du service. <p>Tâches à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animer et gérer une équipe de 6 à 7 agents ; - Elaborer et suivre les procédures administratives de gestion des dispositifs agricoles, de développement rural, du foncier et de la pêche ; - Assurer le suivi général des opérations de contrôles intégrés à la gestion des actions ; - Engager et liquider les dépenses d'intervention ; - Participer au montage de projet et en assurer la mise en oeuvre fonctionnelle (Mission foncière ; installation des jeunes agriculteurs, ...) ; - Concevoir des études et des bilans statistiques ; - Assurer le relationnel avec les partenaires liés aux dispositifs.
Champ relationnel du poste	<p>Interlocuteurs internes à l'ASP : Services de la délégation, des autres délégations régionales et du Siège.</p> <p>Interlocuteurs externes à l'ASP : DAAF, Préfecture, DEAL, Conseil régional, Conseil Général, Chambre d'agriculture, ...</p>
Compétences liées au poste	Savoirs :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les réglementations et les circulaires relatives aux fonctions exercées ; - Avoir une bonne connaissance de l'environnement professionnel.
	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtriser les outils informatiques spécifiques ; - Maîtrise des techniques de communication écrites et orale ; - Aptitudes rédactionnelles ; - Aptitude à diriger et gérer une équipe ; - Capacité à négocier, à dialoguer et à communiquer ; - Avoir une expérience en montage et animation de projet ; - Avoir l'esprit d'initiative, d'analyse et de synthèse.
Personnes à contacter	<p>Coordonnées du service recruteur :</p> <p>Jack PLAISIR, Délégué Régional Service - Tél. : 05.94.28.28.91 jack.plaisir@asp-public.fr</p> <p>Coordonnées de la direction des ressources humaines de l'ASP :</p> <p>Evelyne DELAFONTAINE, Conseillère Carrière evelyne.delafontaine@asp-public.fr</p> <p>Thierry DOUVILLE, chef de service adjoint au service Emploi - Evolution et compétences thierry.douville@asp-public.fr</p>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

**FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 - 93555 Montreuil cedex**

Secrétariat général / Juridique

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

N° appel à candidature : 141201

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet

Cotation part fonction PFR : 2,5 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Poste susceptible d'être vacant

Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel

Le poste proposé est rattaché au Service Juridique au sein du Secrétariat Général. Le Service Juridique est chargé d'assurer la sécurité juridique de l'Etablissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts ; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Etablissement (Ministère ou filières) ; d'assurer une veille réglementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Etablissement.

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Etablissement aux audiences et auprès des Autorités de Justice et de Police.
- Assistance et documentation juridique : actions de conseil juridique de la Direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Etablissement, le MAAF ou les acteurs des filières, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières. Animations de formations en interne.

Champ relationnel du poste

L'Agence Comptable ;
Les autres services de l'établissement (siège ou région) ;
Les professionnels, le MAAF ;
Les avocats de l'Etablissement ;
Les autorités de justice et de police.

Compétences liées au poste

Savoirs/Connaissances :

- Les missions du Service Juridique ;
- Les procédures contentieuses, notamment administratives ;
- La réglementation communautaire, notamment celle relative à la politique agricole commune ;
- Formation en droit public et/ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire) ;
- Expérience professionnelle du contentieux et du conseil juridique.

Savoir-faire/Maîtriser :

- Les techniques d'expression écrites et orales ;
- Le droit public ou communautaire et connaître les autres branches du droit (commercial, civil) ;
- Rigueur, méthode, organisation, qualités relationnelles, esprit d'analyse et de synthèse, capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité.

Personnes à contacter

- Isabelle Froment, Adjointe au Chef du Service Juridique – Tél. : 01.73.30.29.91
isabelle.froment@franceagrimer.fr
- Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01
mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : 30 décembre 2014



APPEL A CANDIDATURE AU POSTE DE

Chef de projet « Microprojets »

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les cultures traditionnelles et d'organiser avec ses partenaires un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues aux parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « de contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel et de participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national ».

Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les pré-requis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Compte tenu du dynamisme de la demande de Maripasoula et Papaïchton et des besoins d'accompagnement en proximité des porteurs et entrepreneurs de ses bassins de vie, le poste sera localisé à Maripasoula

Résidence administrative : Maripasoula (Guyane).

Statut : Titulaire de catégorie A (ou B+) de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale ou contractuel de niveau équivalent. Contrat renouvelable de 1 an.

Missions :

Sous l'autorité et la coordination du chef de service SDD, le chef de projet développement économique travaillera avec l'ensemble des services (Développement Durable, Patrimoine Naturel et Culturel) et les délégations territoriales dans les domaines du soutien à l'action entrepreneuriale au travers de la mise en œuvre du programme Microprojets Sud Guyane et de ses pistes d'évolutions

Il devra :

- Mettre en œuvre le programme Microprojets Sud Guyane, et à ce titre :
 - Mettre en œuvre le dispositif et participer sur le territoire du Parc à la coordination de l'équipe projet dédiée,
 - Engager des projets et actions pour favoriser l'émergence d'une dynamique de projets sur le territoire,
- Coordonner et mettre en œuvre le dispositif de formation du programme, depuis l'élaboration du plan de formation jusqu'à la coordination des acteurs de la formation.
- Contribuer au déploiement d'une structure de portage juridique des porteurs de projet et des entrepreneurs évoluant de manière informelle (Coopérative d'activité et d'emploi) :

Sous la coordination du Chef de service Développement Durable, le chef de projet Développement économique met en œuvre ces activités sur l'ensemble du territoire du parc, ce qui nécessitera de faire des déplacements réguliers sur le territoire et à Cayenne.

D'une manière générale, il devra :

- Rendre compte régulièrement à sa hiérarchie des activités projetées et menées, notamment par la mise en place d'un tableau quantifié objectifs / moyens alloués / moyens mobilisés / résultats, et du

calendrier annuel correspondant ;

- Faire part de ses propositions pour la mise en place et l'amélioration du fonctionnement de ses missions ;

Activités concernant les domaines d'action :

De l'entrepreneuriat :

- Assurer l'accompagnement personnalisé auprès des porteurs de projet des territoires (dont notamment l'accompagnement à la définition et à la structuration des projets, l'achat et mise à disposition de matériels en phase test, la construction de parcours individuels de formation et le conventionnement)
- Assurer la veille et maîtriser les dispositifs financiers adaptés aux différents projets et favoriser l'accès à ces financements,
- Travailler en dialogue et en co-construction avec les mairies, qui souhaitent également s'engager d'avantage dans des structures d'appui aux entrepreneurs et à l'emploi.
- Transmettre une culture entrepreneuriale aux bénéficiaires du programme et auprès de ses interlocuteurs en interne,
- Assurer un accès direct en interne, ou par un prestataire, aux formations nécessaires à l'acquisition des compétences et connaissances adaptés aux différents thèmes,
- Apporter son appui aux services PNC, DD et à la Direction pour les thèmes des filières et de projet structurants de développement,

Du pilotage et/ou du suivi du programme:

- Assurer la gestion administrative et financière du programme (gestion du temps, remontés de dépenses),
- Favoriser la mise en réseau des différents acteurs de l'entrepreneuriat,
- Dresser un bilan annuel du programme et proposer des évolutions si nécessaires,

Développement d'une structure de portage juridique

- Piloter le budget dédié et le compléter par la recherche de financements (montage de dossiers de financement),
- Assurer la gestion administrative du programme et de la structure de portage,
- Animer l'équipe projet, compléter ses compétences, manager hiérarchiquement et fonctionnellement l'équipe,
- Compléter et assurer le suivi du réseau de partenaires.

Compétences:

Connaissances :

- Expérience dans l'accompagnement de porteurs de projets,
- Connaissances dans le domaine du développement durable, du fonctionnement et de la culture des parcs nationaux,
- Connaissance des procédures et des modalités de gestion des projets européens,
- Connaître les procédures d'achat des établissements public,
- Connaissance de l'entrepreneuriat et de la gestion de projet à dimension économique,
- Connaissance des instances – processus, fonctionnement et circuits décisionnels liés au contexte guyanais,
- Maîtriser les outils informatiques de bureautique,

Savoir-faire et savoir-être:

- Savoir coordonner des activités, des partenariats et animer des réseaux de partenaires,
- Savoir animer une équipe, un réseau, une réunion,
- Savoir rédiger des comptes rendus, des rapports,
- Bonnes capacités relationnelles et d'écoute des partenaires

Capacités:

- Initiative
- Autonomie, capacité à travailler en équipe, à manager

- Capacité rédactionnelle, rigueur
- Organisation
- Capacité relationnelles,
- Capacité de synthèse
- Disponibilité

Echéance de recrutement : 1^{er} février 2015

Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit une évaluation et un entretien avec un jury.

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitæ) sont à adresser à l'attention de :
M. Gilles KLEITZ, Directeur du Parc amazonien de Guyane.
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

Par courrier postal Ou courriel à :

Marie-Claude RILLOS

Responsable des ressources humaines : marie-claude.rilos@guyane-parcnational.fr

Et copie (par courriel) à :

Melina Roth

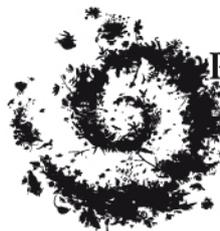
Chef du service Développement Durable : melina.roth@guyane-parcnational.fr

Pour tout renseignement *contacter* Melina Roth :

Tél: 05 94 29 12 52 - Port: 06 94 21 24 63

Date limite de candidature : 2 janvier 2015

Prise de poste souhaitée : 1^{er} février 2015



N°39/2014

Projet Life+ PETRELS

« Enrayer le déclin des pétrels endémiques de La Réunion: démonstration d'actions et de stratégies innovantes à large échelle pour leur conservation »

Chargé de mission scientifique et logistique (H / F)

Conditions d'accès

Poste de catégorie A ouvert aux personnels titulaires de la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale ainsi qu'aux contractuels.

Le poste est à pourvoir à compter du 1^{er} janvier 2015.

Préambule

Le Parc national de La Réunion, créé par le Décret 2007-296 du 5 mars 2007, est géré par un établissement public à caractère administratif placé sous tutelle du ministre chargé de la protection de la nature.

La création du Parc national répond à la volonté de préserver un environnement remarquable en prenant en compte les particularités locales. Le patrimoine naturel réunionnais se caractérise par un volcanisme encore actif, un endémisme très important et une grande palette d'habitats, de paysages minéraux ou végétaux, qui ont justifié l'inscription de l'intégralité du cœur du Parc national et de quatre sites particuliers sur la liste du Patrimoine mondial.

Dans le contexte de l'île qui connaît une pression démographique et urbaine forte, l'établissement public a un rôle de premier plan à jouer dans la préservation et la mise en valeur d'un ensemble unique marqué par la richesse de la biodiversité et des habitats rares, mais aussi dans la mise en œuvre d'un développement durable des territoires ruraux dans l'aire d'adhésion.

La problématique du Parc national s'inscrit dans la reconnaissance d'une combinaison étroite entre la nature et la culture. La mission de l'établissement public consiste à, développer la connaissance du patrimoine naturel et culturel, à travers des inventaires notamment, assurer une gestion conservatoire des milieux et des espèces grâce au dialogue mené avec les différents acteurs concernés et à la surveillance, accueillir les publics et plus largement mener des actions de sensibilisation à l'environnement. L'établissement public a également un rôle d'appui et de conseil auprès des collectivités territoriales pour promouvoir la prise en compte du patrimoine dans le cadre des politiques locales d'aménagement et de développement durable ; il devra faire vivre et animer la charte du Parc national en coordonnant les actions qui auront été définies avec les différents partenaires.

L'île de La Réunion héberge deux espèces de pétrels endémiques menacées de disparition, le Pétrel de Barau (*Pterodroma barau*) et le Pétrel noir de Bourbon (*Pseudobulweria aterrima*), l'un des oiseaux marins les plus rares au monde.

Ces 2 espèces sont des urgences de conservation, et bénéficient déjà d'un plan de conservation (Pétrel de Barau) et d'un plan national d'actions (Pétrel noir), qui ont identifié 5 objectifs principaux : 1) *Améliorer la prise en compte de leurs besoins de conservation*, 2) *Limiter leur déclin*, 3) *Réduire les menaces*, 4) *Réduire les déchets dans l'environnement naturel* et 5) *Améliorer les connaissances sur ces espèces*. Toutefois, la mise en œuvre des actions de conservation souffre de contraintes logistiques, technologiques et financières, en raison de la biologie particulière de ces espèces, et d'un manque de prise en compte globale des actions de conservation à mener à l'échelle de l'île.

En partenariat avec le laboratoire ECOMAR de l'Université de La Réunion, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et la Société d'Études Ornithologiques de La Réunion, le Parc national de La Réunion, en tant que bénéficiaire coordinateur de projet, a soumis une demande de soutien financier de type Life+ Biodiversité. Ce projet a été accepté par la Commission Européenne et doit débuter fin 2014 pour une durée de 6 années.

L'objectif global du projet est d'empêcher l'extinction des deux espèces de pétrels endémiques. Il vise à développer et mettre en œuvre les stratégies de conservation et outils appropriés, démonstratifs et innovants, dans une île fortement urbanisée, de manière à lever les contraintes réglementaires, technologiques et logistiques.

Nature de l'activité

Sous l'autorité administrative du chef de service Etudes et Patrimoines et l'autorité technique du chef de projet Life+ PETREL, le chargé de mission scientifique et logistique a en charge, au sein de l'établissement public Parc national, la mise en œuvre des actions de conservation du projet Life+ « *Enrayer le déclin des pétrels endémiques de La Réunion : démonstration d'actions et de stratégies innovantes à large échelle pour leur conservation* ».

Il aura pour rôle l'animation et la coordination des actions de conservation réalisées par l'équipe dédiée Life+ Pétrels et les agents des différents partenaires impliqués, leur suivi scientifique et technique. Il est responsable de la mise en œuvre des actions de terrain validées par la Commission européenne. A ce titre, il participe à leur définition, leur programmation ainsi qu'au suivi de leur mise en œuvre opérationnelle. Il assiste le chef de projet LIFE+ PETREL dans la conception des Cahiers de Clauses Techniques définissant les actions à mettre en œuvre et dans le suivi des dossiers administratifs.

Il contribue à assurer l'interface avec tous les acteurs/gestionnaires de terrain impliqués dans la réalisation du programme LIFE+ PETREL et tout particulièrement, pour les actions qu'il suit, avec les prestataires en charge de l'exécution des différents marchés de travaux et les différents partenaires du programme.

Il centralise les données issues de l'exécution des actions placées sous sa responsabilité, les compile et les met en forme pour les bilans techniques et financiers réguliers transmis aux partenaires et à la Commission européenne. Il assure l'intérim du chef de projet.

Il participe à la restitution de l'avancement du projet et des résultats auprès des différents partenaires locaux du programme LIFE+ PETREL autant que de besoin.

- Il participe à l'animation et à la coordination des actions avec les autres personnes du programme, équipes du Parc national et autres partenaires ;
- Il contribue à la planification des actions et des dépenses en accord avec le chef de projet ;
- Il met en œuvre les actions sur le terrain : préparation, planification, suivi, bilans et reporting auprès des partenaires de la Commission européenne et lors des COPIL ;
- Il prépare et engage les programmes, études, actions, et interventions sur le plan opérationnel et en relation avec l'équipe du programme ;

- Il contribue à l'élaboration des outils de communication relatifs à la présentation et la valorisation du projet en relation avec l'équipe « Life+ Pétrels » et les partenaires du projet ;
- Il contribue, sous l'égide du Chef de projet et avec l'aide de l'équipe dédiée, à la préparation des documents permettant de justifier les actions réalisées et de solliciter les financements obtenus.

Savoir faire et compétences requises

Connaissances approfondies en écologie tropicale, en gestion conservatoire et en écologie appliquée, tout particulièrement concernant la conservation des oiseaux marins, garanties par un diplôme d'ingénieur ou équivalent (Master en écologie ...). Connaissances appréciées en gestion de projet (et plus particulièrement en gestion de financements européens). Expérience en milieu tropical et connaissance de la langue anglaise indispensables. La connaissance de la langue créole est un plus.

Capacités, savoirs, connaissances

- Capacité d'adaptation et goût pour le travail en équipe ;
- Capacité et expérience d'animation et de coordination de groupe ;
- Expérience dans le pilotage de projets similaires ;
- Connaissance de l'administration publique ;
- Compréhension des contraintes des acteurs du territoire ;
- Aisance rédactionnelle et dans la présentation d'exposés ;
- Connaissance fine des enjeux de conservation du patrimoine naturel réunionnais, de ses oiseaux marins en particulier, et intérêt marqué pour les problématiques environnementales ;
- Capacité à vulgariser des connaissances techniques.

Savoir-faire, aptitudes

- Qualité d'expression écrite et orale ;
- Rigueur, méthode ;
- Forte capacité relationnelle, d'animation et de travail en équipe ;
- Maîtrise des outils courants de bureautique (Libre Office), web et SIG ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique.

Qualités humaines et savoir-être

- Dynamisme, autonomie, sens de l'initiative ;
- Goût pour le travail en équipe et l'animation ;
- Sens de l'écoute et pédagogie ;
- Sens du service public et respect des droits et obligations s'y référant.

Conditions et moyens d'exercice

- Très bonne condition physique pour des déplacements pédestres en milieu naturel fortement accidenté, parfois hors sentier ;
- Etre autonome et disponible (y compris ponctuellement le week-end ou la nuit) ;
- Permis B indispensable.

Localisation du poste

La résidence administrative sera provisoirement positionnée à Saint Denis, dans l'attente d'un rapprochement géographique de la zone d'intervention, en région sud de l'île de La Réunion.

Des déplacements fréquents ont lieu vers Saint Denis et le siège de la Plaine des Palmistes et sur l'ensemble de l'île.

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidatures sont à adresser sous la forme d'une lettre de motivation, curriculum vitae et photo au plus tard le 15 décembre 2014 à :

Madame la Directrice du Parc national de La Réunion :

- par courrier à : Parc national de La Réunion – 258 rue de la République – 97431 La Plaine des Palmistes ;

ou

- par courriel, avec demande d'accusé de réception : contact-rh@reunion-parcnational.fr

La date de disponibilité du candidat doit être précisée.

Personnes à contacter pour informations

Responsable des ressources humaines : sylvaine.latchimy@reunion-parcnational.fr

Responsable du service Études et Patrimoine : benoit.lequette@reunion-parcnational.fr